

éprouver la bonne volonté de l'Europe à accepter de un rôle accru aux forces du marché dans l'application de ses politiques. Il y a également lieu de chercher à réduire ses subventions à l'exportation sur les marchés mondiaux. Avant la fin de l'année en cours, la Communauté économique européenne, les États-Unis, le Japon, le Canada et ses partenaires du groupe de Cairns auront toutes leurs propositions de négociation en jeu à Genève.

21. Deuxièmement, les industries canadiennes de ressources, pour lesquelles l'Europe demeure un important marché d'exportation devraient profiter de l'Uruguay Round. Les produits de la pêche, les pâtes et papier, les produits du bois, les métaux non-ferreux et les produits pétrochimiques sont encore soumis à des tarifs douaniers élevés (de l'ordre de 5 % à 15 %) et se heurtent à des barrières non-tarifaires lorsqu'il sont exportés dans la CEE. En outre, les canadiens doivent composer avec des tarifs préférentiels appliqués à leurs concurrents scandinaves. Récemment le Canada a soumis aux groupes chargés de négocier l'accès aux marchés une proposition invitant nos partenaires européens à favoriser le plus largement possible l'établissement de conditions de libre concurrence globale notamment pour les secteurs à base de ressources naturelles. Le Canada a proposé l'adoption